



**Convention de collaboration pour le financement et la mise en œuvre
d'un projet bénéficiaire d'une allocation de subventions dans le cadre du
Programme d'Appui à la Qualité (PAQ)**

La présente CONVENTION (intitulée ci-après "la convention") est passée entre, d'une part, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie (ci-après appelé "le Ministère") et, d'autre part, le signataire suivant, qui sera responsable à l'égard du Ministère pour l'exécution de toutes les obligations contractuelles, à savoir:

1. Monsieur **Bouyahia Salem**, Président de l'Université Ezzitouna (ci-après désigné par le terme "Président"),

ATTENDU QUE

(a) Le projet intitulé :

"Amélioration de la Gestion Administrative et Financière de l'Université Ezzitouna "

présenté par:

Monsieur **Bouyahia Salem**, président de ***l'Université Ezzitouna*** en réponse à l'appel à propositions (circulaire n° 11/09) relatif au Programme d'Appui à la Qualité (PAQ) a été retenu pour bénéficier d'une allocation de crédits dans le cadre de ce Programme,

(b) le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie a décidé d'accorder à ***l'Université Ezzitouna***, une allocation sur les crédits inscrits dans le cadre du PAQ pour la mise en œuvre du projet,

(c) " Le Ministère " a reçu un prêt (Prêt 7392-TN) de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (appelée ci après "BIRD") en vue de contribuer au financement du coût du Projet d'Appui à la Qualité de l'Enseignement Supérieur et se propose d'utiliser une partie de ce prêt pour régler les subventions autorisées dans le cadre de la présente convention, étant entendu que :

- i. Les paiements effectués par la Banque ne seront exécutés qu'à la demande du Ministère ;
- ii. Ces paiements seront soumis à tous égards aux termes et conditions de l'accord de prêt ;

- iii. Aucune partie autre que le Ministère ne pourra se prévaloir des dispositions de l'accord de prêt, ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du prêt.

EN CONSÉQUENCE,
Les parties ont convenu ce qui suit:

Chapitre 1^{er}
CONDITIONS D'EXECUTION DU PROJET

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention est passée en application des dispositions prévues dans la circulaire n° 32/06 du 03 juin 2006 et la circulaire n° 11/09 du 13 février 2009, relative au cinquième appel à propositions lancé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie dans le cadre du Programme d'Appui à la Qualité (PAQ) au titre de l'appui à la qualité de l'enseignement supérieur.

La démarche de contractualisation initiée dans ce cadre a pour but d'associer le Ministère et ladite Université, à la mise en œuvre du projet qui comporte l'ensemble des actions indiquées dans la fiche technique du projet annexée à la présente convention et qui comprend la proposition complète telle qu'elle a été évaluée dans le cadre du PAQ ainsi que les versions actualisées du plan de passation des marchés et du plan de mise en œuvre.

La présente convention ne remet pas en cause les responsabilités propres des parties signataires dans la gestion et le bon fonctionnement de leur établissement et les responsabilités particulières incombant aux différentes parties conformément à leurs missions et prérogatives respectives.

ARTICLE 2 : Objectif du Projet

Les subventions allouées au projet sont destinées à appuyer les actions consignées dans le projet intitulé:

"Amélioration de la Gestion Administrative et Financière de l'Université Ezzitouna "

présenté par Monsieur ***Bouyahia Salem***, président de ***l'Université Ezzitouna***, et dont l'un des objectifs majeurs restera l'amélioration de la capacité de gestion pédagogique, administrative et financière et ce, conformément aux dispositions figurant dans le cinquième appel à propositions (circulaire n° 11/09 du 13 février 2009) et dans le manuel de procédures opérationnelles (MPO) du PAQ.

Cette convention exclut le financement, par les subventions du PAQ, des dépenses inéligibles telles que stipulées dans le MPO du PAQ.

ARTICLE 3: Durée du Projet

La durée maximale d'exécution du projet est fixée à 24 mois. Le projet est réputé commencer à la date de notification de l'acte attributif des subventions. Exceptionnellement, le Ministère peut autoriser le commencement du projet avant cette date ; dans ce cas, la date à laquelle le projet sera réputé commencer est expressément mentionnée dans l'acte attributif des subventions et ne peut être antérieure à la date de signature, par le Ministre, de la liste des projets retenus.

En l'absence de la déclaration de commencement du projet, et à l'expiration d'un délai de six mois après sa notification, cet acte est réputé caduc et l'Université sera déchue des avantages qui lui ont été accordées au titre du projet.

Le Président de l'Université doit déclarer l'achèvement du projet en temps utile. Il y procède en remettant au Ministère le compte rendu de fin de projet et les justificatifs de

dépenses. En l'absence de déclaration, ou de remise de ce compte rendu, le projet est considéré comme terminé à l'issue de la période d'exécution prévue par l'acte initial, éventuellement prolongé par décision modificative ou par avenant. Dans ce cas, aucune dépense postérieure à la date d'échéance prévue ne peut être prise en charge.

ARTICLE 4: Contrôles et vérifications

Durant la réalisation du projet, les représentants habilités du Ministère disposent d'un accès aux sites ou immeubles où sont réalisées les actions subventionnées au titre du projet ainsi qu'aux documents concernant la gestion du projet, son avancement et son suivi. Le Président de l'Université ainsi que ses collaborateurs doivent fournir une assistance aux réunions de contrôle, de suivi et d'évaluation du projet.

A tout moment, durant l'exécution du projet, des personnes habilitées par le Ministère peuvent procéder sur place à tout contrôle relatif aux mesures prises pour l'exécution du programme, à l'état de réalisation de celui-ci et à la réalité des dépenses justifiées.

Le contrôle administratif des dépenses peut également être fait sur place et sur pièces par des personnes habilitées par le Ministre.

Chapitre II

LE BUDGET ET LE FINANCEMENT

ARTICLE 5 : Le Financement

Le financement du projet s'effectuera selon le schéma présenté par le Président de l'Université tel que repris dans la fiche technique annexée à la présente.

ARTICLE 6 : La contribution du PAQ

Pour la mise en oeuvre du projet indiqué à l'article 1^{er} de la présente convention, il est accordé à *l'Université Ezzitouna*, une allocation imputée sur les crédits du programme d'appui à la qualité (PAQ) conformément à la fiche technique annexée à la présente et dont le montant total est fixé à l'article 7 ci-après.

ARTICLE 7 : Le montant des subventions et son décaissement

L'administration réservera à la réalisation du projet ci-dessus une somme globale de :

3	0	0	0	0	0.	0	0
---	---	---	---	---	----	---	---

(Montant en lettres : *trois cents mille dinars tunisiens*).

Cette somme globale inclut les crédits réservés à la Promotion de la Qualité de l'Enseignement Supérieur imputés sur le titre 2 du Budget du Ministère, chapitre 26-Articles 06.608 et 09.608 et code région 00 (Prêt BIRD N° 7392-TN) pour un montant total de :

2	9	4	0	0	0.	0	0
---	---	---	---	---	----	---	---

(Montant en lettres : *deux cents quatre vingt quatorze mille dinars tunisiens*).

La somme globale réservée au projet inclut également les ressources propres de l'Université versées par celle-ci pour montrer l'engagement institutionnel; ces ressources constituent 2 % du montant total des subventions alloués au projet et s'élèveront à la somme de :

	6	0	0	0.	0	0
--	---	---	---	----	---	---

(Montant en lettres : *six mille dinars tunisiens*).

Le décaissement des subventions réservées aux paiements se fera par tranches annuelles conformément à la fiche technique du projet reproduite dans le tableau ci-après.

Tranches (DT)	Montant des subventions (DT)		Fonds institutionnels	Condition de décaissement
	subventions PAQ			
	Contribution BIRD	Contribution MESRST		
- 1 ^{ère} tranche : 161000	113179.592	44820.408	3000	Signature de la convention par les deux parties
- 2 ^{ème} tranche : 139000	97420.408	38579.592	3000	Premier rapport annuel d'exécution contrôlé, visé et validé conformément aux termes de l'article 11 ci- après
Total: 300000	210600	83400	6000	
	294000			

Le décaissement de la première tranche a lieu dès la signature de la convention par les parties impliquées.

Le décaissement de la 2^{ème} tranche est soumis à la validation du rapport annuel d'exécution présenté respectivement au terme de la 1^{ère} année du projet à compter de la signature de la présente.

ARTICLE 8 : Date de référence.

Sauf autorisation préalable du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie, n'entrent en ligne de compte dans l'octroi et le décaissement des subventions que les équipements acquis et les investissements immatériels réalisés pour le projet après la date de signature de la décision d'attribution de la subvention et faisant partie des actions éligibles du PAQ.

ARTICLE 9 : Virement des subventions.

Les crédits alloués à l'Université au titre du projet ci-dessus mentionné seront versés dans le titre II de l'Université (Budget d'investissement) sur le CCP de l'Etablissement n° **17001000000006164538** au nom de Monsieur l'Agent Comptable de ***l'Université Ezzitouna.***

Chapitre II :

LES ENGAGEMENTS DE L'UNIVERSITÉ

ARTICLE 10: Engagements des partenaires du projet.

Les signataires de la présente convention s'engagent à collaborer étroitement en vue de mettre en œuvre les actions identifiées à partir des objectifs du projet tels qu'ils figurent à la description des objectifs, des actions programmées et du calendrier d'exécution annexés à la présente convention et ce, conformément aux dispositions consignées dans le Manuel des Procédures du PAQ, dans l'Accord de prêt et dans le Plan de Passation des Marchés du projet annexé à cette convention.

Le signataire de la convention s'engage également à collaborer avec le Secrétariat du PAQ par tous les moyens mis en œuvre, par l'intermédiaire des facilitateurs chargés de la

coordination entre les différents partenaires et le Secrétariat du PAQ et/ou toute autre personne que le Secrétariat du PAQ aura désignée à cette fin.

ARTICLE 11 : Conditions de décaissement des subventions.

Le décaissement des montants de la 2ème tranche est subordonné à la présentation par le Président de l'Université, au terme de la première année à compter de la signature de la présente, d'un rapport d'exécution annuel détaillé décrivant l'état d'avancement du projet, les paiements effectués et les engagements en cours et justifiant, le cas échéant, la non réalisation totale ou partielle des objectifs tels que spécifiés dans le plan de mise en œuvre annexé à cette convention.

Ce rapport est soumis au Comité de Pilotage pour validation. L'évaluation de ce rapport conformément aux termes de l'article 15 de la présente convention décidera du maintien ou non du montant de la tranche à transférer en début de l'année suivante.

Un format de ce rapport d'exécution physique et financier est annexé à cette convention.

ARTICLE 12: Gestion des subventions.

L'Université est tenue de présenter un programme d'emploi des subventions allouées au projet dès leur virement; ce programme sera visé par le Président de l'Université. Par ailleurs, l'Université s'engage à tenir un registre spécial retraçant toutes les opérations de recettes ou de dépenses réalisées dans le cadre de l'exécution du projet, utilisant pour cela le modèle de rapport d'exécution physique et financier annexé à cette convention.

ARTICLE 13 : Conditions d'approvisionnement et d'utilisation des équipements

Dans le cadre du projet, l'Université s'engage à acquérir des équipements neufs destinés à la gestion pédagogique, administrative et financière, qui n'ont jamais été utilisés, sauf accord préalable du Ministère et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur. L'Université s'engage en outre à ne pas vendre, louer, prêter ou exporter les équipements acquis dans le cadre du projet.

Le Président de l'Université s'engage à tenir un registre faisant apparaître l'objet et la cadence d'utilisation de ces équipements. Ce registre sera annexé au rapport d'étape et bilan d'exécution.

ARTICLE 14: Propriété des équipements et travaux.

Tous les équipements, logiciels, plans, dessins, spécifications, études, supports pédagogiques, résultats des travaux de recherche, et autres documents et rapports, acquis et/ou réalisés dans le cadre de l'exécution de la présente convention deviendront et demeureront la propriété de l'Université et seront inventoriés au nom du Ministère. Une mention spéciale sera affichée sur chaque élément inventorié ou archivé.

ARTICLE 15: Suivi et évaluation du projet

Le suivi du projet et son évaluation sont confiés au Ministère qui y procède à travers le Secrétariat du PAQ, le Comité de Pilotage. Pour l'accomplissement de cette démarche, le Comité de Pilotage contrôle et valide les plannings et échéanciers structurant la conduite du projet.

Un rapport d'exécution physique et financier annuel (tel que défini en Article 11) ainsi qu'un rapport physique et financier d'étape trimestriel sont dressés par le Président de l'Université avec le concours des responsables d'actions. Ces documents sont soumis au Secrétariat du PAQ et au Comité de Pilotage aux fins, et ce, 15 jours au plus tard avant la fin du trimestre ou de l'année considérée.

Article 16 : Communication

L'Université s'engage à indiquer pendant la durée de réalisation du projet la mention: "Partenaire du Programme d'Appui a la Qualité" sur l'ensemble des publications, affiches, programmes, activités et autres produits réalisés dans le cadre du projet cofinancé. Elle est par ailleurs tenue d'héberger et de mettre à jour sur son site web une page web consacrée au projet récipiendaire des allocations du PAQ et à sa progression vers ses objectifs.

ARTICLE 17: Engagement spécifique du Président de l'Université

Le Président de l'Université s'oblige à respecter les engagements pris, lors de la présentation de son projet, sur la nature du projet, la durée et l'échéancier des activités de sa mise en œuvre.

Il s'engage à rendre compte et informer régulièrement le Secrétariat du PAQ de l'avancement de la réalisation de son projet. Il participe aux auditions, manifestations et réunions à chaque fois que sa présence est jugée nécessaire et satisfait aux demandes de rapports d'étape.

Il respecte la déontologie, particulièrement le principe d'authenticité de son projet, ainsi que la confidentialité de ses travaux.

ARTICLE 18: Engagement de l'Université

L'Université signataire de la convention s'engage à :

- Mobiliser les moyens humains et budgétaires afférents à la totalité des actions mentionnées dans la description du projet, le programme de mise en œuvre et le plan de passation des marchés annexés à la présente convention .

- Conduire et à réaliser les actions dont la responsabilité lui est confiée dans le cadre du projet, conformément aux dispositions prévues dans la présente convention et dans ses annexes.

- Transmettre, à la demande du Ministère, toutes les informations et documents lui permettant de vérifier l'état d'avancement du projet, de suivre généralement les réalisations et d'évaluer l'impact du projet conformément aux indicateurs prédéfinis.

Chapitre III :

DECHEANCE ET CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19

L'Université sera déchuée du bénéfice des subventions en cas de non commencement d'exécution du projet dans un délai de 03 mois à partir de la date de notification de la présente convention et de l'acte de décaissement des subventions conformément à la présente convention.

En l'absence de la déclaration de commencement des travaux, et à l'expiration d'un délai de deux ans après la notification, cet acte est réputé caduc.

ARTICLE 20

Sauf cas de force majeure, la non exécution ou le non respect des conditions de la présente convention et, en particulier, les conditions liées à l'éligibilité des dépenses et à l'acquisition puis l'utilisation du matériel acquis par les allocations du PAQ, entraîne la déchéance totale ou partielle du droit de l'Université aux avantages qui lui ont été accordés. La déchéance totale ou partielle entraîne le remboursement par l'Université concernée de toutes les allocations non utilisées.

La déchéance du droit de l'Université à l'allocation est prononcée par décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie après avis du Comité de Pilotage sur la base d'un rapport d'évaluation, qui doit être communiqué au Président de l'Université. Celui-ci est préalablement invité à formuler ses

observations sur ledit rapport dans les quinze jours qui suivent le rappel qui lui est adressé à cette fin.

ARTICLE 21

En cas de non remboursement, le Ministère prendra à l'encontre de qui de droit, les sanctions appropriées. En outre, l'Université concernée perd son éligibilité aux actions s'inscrivant dans le cadre du Programme d'Appui à la Qualité pendant une période de six ans à partir de l'acte de déchéance.

ARTICLE 22: Obstacles principaux

Le Président de l'Université doit rapporter au Secrétariat du PAQ la survenance de tout événement ou conditions qui peuvent retarder ou empêcher l'accomplissement, selon le programme fixé, de toute action ou partie du projet et indiquer la démarche à prendre pour débloquer la situation. Lorsque le Secrétariat du PAQ reçoit un tel rapport, il émettra ses commentaires sur ledit rapport et les démarches à entreprendre qui y sont mentionnées et les expédiera directement au Président de l'Université.

ARTICLE 23

Les documents suivants, joints à la présente convention, seront considérés comme y faisant partie intégrante:

1. la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie portant allocation à l'Université des subventions relatives au projet objet de cette convention;
2. la fiche technique du projet qui comprend la proposition complète telle que évaluée dans le cadre du PAQ ainsi que les versions actualisées du plan de passation des marchés et du plan de mise en œuvre;
3. le format du rapport d'exécution physique et financier.

Tunis, le.....

A, le.....

Le président de l'Université

**Le Ministre
de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique
et de la Technologie**

. La présente convention est faite en 10 exemplaires originaux; chaque partie signataire déclare avoir reçu le sien